



MINISTÈRE DES ARMÉES

**DIRECTION DU COMMISSARIAT D'OUTRE-MER DE NOUVELLE-CALÉDONIE
GROUPEMENT DE SOUTIEN DE LA BASE DE DÉFENSE**

**REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)
2020-19**

**FOURNITURE, LIVRAISON ET SERVICE APRES VENTE D'APPAREILS ELECTROMENAGERS
AU PROFIT DES FORCES ARMÉES DE NOUVELLE-CALÉDONIE (FANC), DU REGIMENT DU
SERVICE MILITAIRE ADAPTÉE (RSMA) ET DU COMMANDMENT DE LA GENDARMERIE
(COMGEND) DE NOUVELLE-CALÉDONIE.**

**DEPÔT DES PLIS AVANT LE :
12/02/2021 à 12H00 (heure locale)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	2
ARTICLE 2.	CARACTERISTIQUES PRINCIPALES	2
2.1.	Objet	2
2.2.	Type de procédure	2
ARTICLE 3.	CARACTERISTIQUES GENERALES	2
3.1.	Caractère écrit du contrat.....	2
3.2.	Allotissement.....	2
3.3.	Option.....	2
3.4.	Variante.....	2
3.5.	Modification	3
ARTICLE 4.	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	3
ARTICLE 5.	MONTANT DU MARCHE.....	3
ARTICLE 6.	DOSSIER DE CONSULTATION.....	3
ARTICLE 7.	CANDIDATURE ET OFFRE	3
7.1.	Interdiction de soumissionner.....	3
7.2.	Sous-traitance	3
7.3.	Présentation de la candidature.....	3
7.4.	Présentation de l'offre.....	4
7.5.	Transmission des documents constituant la candidature et l'offre	4
ARTICLE 8.	JUGEMENT DES OFFRES.....	5
8.1	Examen des offres.....	5
8.2	Critères d'attribution des offres.....	5
8.3	Jugement des offres.....	5
8.4	Attribution du contrat.....	7
ARTICLE 9.	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	7
ARTICLE 10.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8
	Matrice des exigences techniques.....	9

ARTICLE 1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

MINISTERE DES ARMEES

Direction du commissariat d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie
Groupement de soutien de la base de défense de Nouvelle-Calédonie
Caserne Gally-Passebosc
BP-38
98 843 Nouméa cedex
Téléphone : 29 28 89
Courriel : dicom-nc.ach.fct@intradef.gouv.fr
Type d'acheteur : Etat.

ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

2.1. Objet

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture, la livraison et le service après-vente d'appareils électroménagers au profit des forces armées de Nouvelle-Calédonie (FANC), du régiment du service militaire adapté (RSMA) et du commandement de la gendarmerie (COMGEND) de Nouvelle-Calédonie.

2.2. Type de procédure

La procédure est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert et soumis aux dispositions des articles L.2124-2 et R.2124-2 du code de la commande publique.

Code nomenclature CPV : 39000000-2

ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES GENERALES

3.1. Caractère écrit du contrat

Les clauses du présent contrat sont régies par le cahier des clauses administratives générales applicables aux contrats publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS), en vigueur lors de la consultation, soit l'arrêté du 19 janvier 2009 consolidé par l'arrêté du 3 août 2016 portant extension en Nouvelle-Calédonie de textes relatifs à la commande publique.

Ces documents sont téléchargeables gratuitement sur les sites www.marchespublicspme.com ou www.marche-public.fr.

3.2. Allotissement

La présente consultation comporte cinq (5) lots, répartis de la façon suivante :

- lot 1 : réfrigérateur et congélateur ;
- lot 2 : climatiseur et déshumidificateur ;
- lot 3 : four, micro-onde, gazinière, hotte aspirante et plaque de cuisson ;
- lot 4 : lave-linge, sèche-linge et lave-vaisselle ;
- lot 5 : lave-linge et sèche-linge semi-industriel.

3.3. Option

La présente consultation ne comporte aucune option.

3.4. Variante

Les variantes ne sont pas autorisées au cours de cette consultation.

3.5. Modification

Ce contrat peut faire l'objet de modifications conformément aux articles L.2194-1, L.2194-2, R.2194-1 et R.2194-8 du code de la commande publique.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de venir en modification du contrat par voie d'avenant pour introduire comme bénéficiaire un service de l'Etat ou établissement public manifestant le besoin de disposer des prestations couvertes par le présent contrat ou introduire des prestations en lien avec l'objet du contrat.

ARTICLE 4. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours suivant la date limite de dépôt des plis.

ARTICLE 5. MONTANT DU MARCHÉ

Sans que cela puisse constituer un quelconque engagement de la part de l'administration, l'estimation financière associée à l'exécution annuelle de l'ensemble des lots est la suivante : 210 000 euros HT soit environ 25 060 000 XPF HT.

ARTICLE 6. DOSSIER DE CONSULTATION

Contenu du dossier de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des éléments suivants :

- Le règlement de consultation et ses annexes ;
- Les actes des engagements et les bordereaux de prix unitaires ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

ARTICLE 7. CANDIDATURE ET OFFRE

7.1. Interdiction de soumissionner

Conformément aux articles L2141-1 à L2141-12 du code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un des cas d'interdiction de soumissionner.

Lorsqu'un candidat se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe sans délai l'acheteur. Le candidat est alors exclu automatiquement de la procédure.

7.2. Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas autorisée pour ce contrat.

7.3. Présentation de la candidature

7.3.1 : Documents de candidature

La candidature doit comporter les documents suivants :

- Une lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>);
- Une déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>);
- La lettre de délégation de pouvoir de la personne habilitée à engager la société;
- Un extrait K-BIS datant de moins de trois mois;
- Une attestation de situation SIRET ou RIDET;
- Les attestations relatives, pour la Nouvelle-Calédonie, au règlement des cotisations CAFAT de l'année N-1 précédant le lancement de la consultation, et à la situation régulière au regard des impôts et patentes en principal et accessoires (volets 1 à 3);

Ou

- Les attestations et certificats fiscaux et sociaux, pour la France, délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (URSSAF ou équivalent).

Les candidats peuvent également, en lieu et place des formulaires DC1 et DC2 présenter leur candidature sous forme de DUME (Document Unique de Marché Européen), téléchargeable à partir du lien <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

7.3.2 : Justificatifs concernant l'aptitude et les capacités du candidat

Les candidats transmettent également avec leur candidature les justificatifs et moyens de preuve concernant leurs aptitude et capacités suivants :

- La preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- La présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois (3) dernières années indiquant le montant, la date et le nom du destinataire privé ou public. Les prestations sont prouvées par des attestations des destinataires, ou, à défaut, par une déclaration du candidat.
- La preuve que le soumissionnaire réalise au moins 20% de son chiffre d'affaire sur le segment de l'électroménager.

Si toutefois, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Conformément à l'article R2143-13 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, dont les accès sont gratuits. Doivent alors figurer dans la candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace.

De même, conformément à l'article R2143-14 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis au service acheteur concerné lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, ils indiquent dans leur candidature, les documents concernés ainsi que la référence de la consultation pour laquelle les documents ont déjà été transmis.

7.4. Présentation de l'offre

L'offre du soumissionnaire doit comporter les documents suivants :

- **L'acte d'engagement** (formulaire ATTR11), daté et signé en original par la personne habilitée à engager la société ;
- **Le bordereau de prix unitaires** transmis sous format pdf et xls ;
- **Les fiches techniques** des articles mentionnés au BPU rédigées en français et transmises sous format pdf ;
- **L'annexe I du RC** complétée avec les référence au mémoire technique ;
- **L'annexe II du RC** complétée (DQE – détail quantitatif estimatif) et transmise sous format pdf et xls ;
- **L'annexe I du CCTP avec la marque et le modèle proposée** signée, signature précédée de la mention lu et approuvé ;
- **Le mémoire technique** du candidat précisant :
 - L'organisation interne prévue pour le traitement des commandes ;
 - Le circuit d'approvisionnement du candidat ;
 - La procédure interne mise en place pour assurer le service après-vente ;
 - La démarche environnementale et sociale mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

7.5. Transmission des documents constituant la candidature et l'offre

Les candidatures et les offres sont entièrement rédigées en langue française, ainsi que les documents techniques associés.

Les candidats, qui ne répondent pas par voie dématérialisée, doivent fournir une clé USB sur laquelle figurent tous les documents demandés pour l'offre et la candidature.

Les plis peuvent être :

- **adressés par voie postale sous pli recommandé avec accusé de réception obligatoirement** ou contre récépissé au porteur à l'adresse suivante :
DICOM-GSBdD de Nouvelle-Calédonie
Division métiers / Cellule achats-marchés
Caserne Gally-Passebosc - BP 38
98843 Nouméa cedex
Tél. : 29 27 77
- **déposés à l'adresse ci-dessus**, contre remise d'un récépissé, chaque jour ouvrable (du lundi au vendredi) et aux horaires suivants :
 - matin : de 8h00 à 12h00 ;
 - après-midi : de 14h00 à 15h30 (sauf le mercredi).

Tous les documents papier et clé USB constituant la candidature et l'offre sont insérés dans une enveloppe unique comportant la suscription suivante :

« NE PAS OUVRIR. AOO N° 2020-19 : FOURNITURE, LIVRAISON ET SERVICE APRES VENTE D'APPAREILS ELECTROMENAGERS ».

Le nom et/ou la raison sociale du candidat ne doivent pas apparaître sur l'enveloppe.

La date et l'heure limite de dépôt des plis sont fixées en première page du présent règlement de consultation.

L'attention des candidats est attirée sur l'importance de la production de tous les documents demandés, qui conditionnent l'étude de l'offre.

Le dépôt d'un pli impose au candidat son adhésion aux conditions du présent règlement de consultation et aux spécifications décrites dans les CCAP et CCTP.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limite de réception des plis ne seront pas étudiés.

ARTICLE 8. JUGEMENT DES OFFRES

8.1 Examen des offres

Les soumissionnaires sont informés que l'acheteur examinera les offres avant les candidatures. Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser leur offre irrégulière dans un délai approprié, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre. L'acheteur peut également demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. En ce cas, cette demande ne peut ni aboutir à une négociation, ni à une modification de l'offre.

8.2 Critères d'attribution des offres

Le contrat est attribué dans les conditions prévues à l'article R2152.7 du code de la commande publique et en fonction des critères ci-dessous.

Chaque offre sera notée de 0 à 100, l'offre économiquement la plus avantageuse obtenant la meilleure note, soit 100.

En cas d'égalité de points, l'offre présentant la meilleure note sur le critère prix sera classée première.

8.3 Jugement des offres

Sous réserve que le candidat ait prouvé sa capacité à exécuter le contrat et que ses propositions soient conformes aux matériels obligatoires demandés à l'annexe du CCTP, son offre est classée en tenant compte des critères suivants :

✓ Critère « prix » 40 points

Le critère « prix » sera jugé sur le montant total TTC des prix proposés dans l'annexe II du présent document sur la base des quantités estimatives annuelles. L'offre la moins disante obtiendra le maximum de points, soit 40 points. Les autres offres seront notées au prorata des écarts par rapport à la moins disante selon la formule suivante :

$$NP = \frac{\text{meilleure offre}}{\text{offre du candidat examiné}} * 40$$

NP = note donnée pour le critère prix.

✓ **Critère « valeur technique » 20 points**

Le critère « valeur technique » sera apprécié à la lumière des réponses et éléments fournis à travers le mémoire technique. Dans ce cadre, les candidats rempliront les tableaux en annexe I du présent document en faisant des renvois à leur mémoire technique (n° de page). Chaque sous-critère sera évalué de la manière suivante :

- Absence de réponse : 0 point.
- réponse jugée peu satisfaisante au vu de l'ensemble des offres pour répondre à l'exigence : **33%** des points attribués.
- réponse jugée satisfaisante au vu de l'ensemble des offres pour répondre à l'exigence : **66%** des points attribués.
- réponse jugée très satisfaisante au vu de l'ensemble des offres pour répondre à l'exigence : **100%** des points attribués

✓ **Critère « délai d'exécution » 16 points**

Le critère « délai d'exécution » sera apprécié à la lumière des réponses et éléments fournis dans le mémoire technique. Dans ce cadre, les candidats rempliront les tableaux en annexe I du présent document en faisant des renvois à leur mémoire technique (n° de page).

Le délai d'exécution 1 sera noté comme il suit :

$$ND1 = \frac{\text{meilleur délai}}{\text{délai du candidat examiné}} * 11$$

ND1 = note donnée pour le critère délai d'exécution 1.

Délai moyen sur l'ensemble des délais proposés en fonction des quantités.

Le délai d'exécution 2 sera noté comme il suit :

$$ND2 = \frac{\text{meilleur délai}}{\text{délai du candidat examiné}} * 1$$

ND2 = note donnée pour le critère délai d'exécution 2.

✓ **Critère « durée de la garantie » 16 points**

Le critère « délai de garantie » sera apprécié à la lumière des réponses et éléments fournis à travers le mémoire technique. Dans ce cadre, les candidats rempliront les tableaux en annexe I du présent document en faisant des renvois à leur mémoire technique (n° de page).

Le délai de garantie sera noté comme il suit :

$$NdG = \frac{NM \text{ examiné}}{NM \text{ max}} * 16$$

NdG = note donnée pour le critère délai de garantie ;

NM examiné = nombre de mois supplémentaire (après les deux ans minimum) d'extension de garantie proposé par le candidat examiné ;

NM max = nombre de mois supplémentaire (après les deux ans minimum) d'extension de garantie proposé par le candidat offrant la plus longue garantie.

L'échelle de garantie complémentaire ne peut être inférieure au mois.

✓ **Critère « environnemental » 6 points**

Le critère « environnemental » sera apprécié à la lumière des éléments fournis le tableau de l'annexe II du présent document (colonne « indice de consommation énergétique »).

Le critère environnemental sera noté comme il suit :

$$NcE = \frac{Na \times 2 + Nb \times 5}{Nt}$$

NcE = note donnée au critère environnemental ;

Na = nombre de modèle dans le lot de catégorie énergétique A++ ;

Nb = nombre de modèle dans le lot de catégorie énergétique A+++ ou supérieure ;

Nt = nombre total de modèle dans le lot.

✓ **Critère « social » 2 points**

Le critère « social » sera apprécié à la lumière des réponses et éléments fournis dans le mémoire technique. Dans ce cadre, les candidats rempliront le tableau de l'annexe I du présent document, en faisant des renvois à leur mémoire technique (n° de pages).

En cas d'égalité la proposition de matériel facultatif sera déterminante.

8.4 Attribution du contrat

A l'issue de l'attribution du contrat, le RPA avise les candidats non retenus et retenus dans les conditions définies respectivement aux articles L.2181-1, L.2183-1, R.2181-1 et R.2181-2 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur retiendra trois candidats classés de 1 à 3 sous réserve qu'il y ait un nombre suffisant de candidature recevable.

Les commandes seront passées selon la méthode dite « en cascade », consistant à contacter d'abord le titulaire classé premier, puis à s'adresser au deuxième dans le cas où le premier n'a pas la capacité de réaliser la prestation dans les délais impartis ou au troisième si le deuxième se trouve lui aussi dans l'incapacité de réaliser ladite prestation dans les temps.

ARTICLE 9. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats sous forme de groupement conjoint ou solidaire, conformément aux articles R.2142-19 à 27 du code de la commande publique.

L'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du RPA et coordonne les prestations des membres du groupement.

Le mandataire dépose le pli du groupement et justifie obligatoirement des habilitations nécessaires pour représenter ses opérateurs économiques.

Seul le mandataire est habilité à engager le groupement lors de la notification.

Il est rappelé qu'un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour ce contrat.

ARTICLE 10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de l'élaboration de leur dossier, les candidats peuvent passer par la PLACE ou s'adresser à l'adresse suivante :

DICOM-GSBdD de Nouvelle-Calédonie
division métiers / cellule achats-marchés
Caserne Gally-Passebosc - BP 38
98 843 Nouméa cedex
Tél. : 29 27 77
Courriel : dicom-nc.ach.fct@intradef.gouv.fr

Toutes les questions doivent être posées au plus tard cinq (5) jours avant la date limite de dépôt des plis.

ORIGINAL SIGNE

Annexe I au règlement de la consultation

Matrice des exigences techniques

A renseigner et à joindre obligatoirement à l'offre pour chaque lot

			Réponse du candidat dans son mémoire technique	
Critère	Jugement	Note sur	Page(s)	Paragraphe(s)
Valeur technique :	Circuit d'approvisionnement du candidat (garantie permettant de prévenir les ruptures de stock en matériel et pièces détachées)	10*		
	Attention portée au traitement des commandes (délais de réponse, différents mode de contact, service dédié, ...)	5*		
	Organisation interne visant à garantir un service après-vente de qualité (temps de réponse, mode de contact, disponibilité, ...)	5*		
Délai d'exécution :	1-Délai de livraison des appareils électroménagers à partir de la date de notification du bon de commande sur NOUMEA	11		
	2-Délai d'exécution des prestations de garantie inférieur à celui défini à l'article 9 du CCAP pour NOUMEA et PLUM	1		
	3- Modalités et délais d'exécution des prestations de garantie sur les autres sites que NOUMEA et PLUM. Le candidat peut prendre exemple sur les exigences demandées sur NOUMEA. et PLUM	4*		
Durée de la garantie :	Nombre d'année supplémentaire de garantie.	16		
Critère environnemental	Le critère « environnemental » sera apprécié à la lumière des éléments fournis le tableau de l'annexe II du présent	6		

	document (colonne « indice de consommation énergétique »).			
Critère social :	Nombre d'heure d'insertion sociale (emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles) réalisée sur la durée du contrat (1 an).	2*		

* La méthode d'attribution des points est la suivante :

- Absence de réponse : 0 point.
- Critère jugé peu satisfaisante au vu de l'ensemble des offres pour répondre aux exigences du CCTP : **33%** des points attribués.
- Critère jugé satisfaisante au vu de l'ensemble des offres pour répondre aux exigences du CCTP : **66%** des points attribués.
- Critère jugé très satisfaisante au vu de l'ensemble des offres pour répondre aux exigences du CCTP : **100%** des points attribués.